

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/SUD-Rail-devient-le-deuxieme>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **SUD-Rail devient le deuxième syndicat de la SNCF, derrière la CGT**

26 avril 2004

SUD-Rail devient le deuxième syndicat de la SNCF, derrière la CGT

La CFDT, déchirée par le conflit des retraites, régresse au quatrième rang aux élections professionnelles qui se sont tenues jeudi 25 mars. Ces résultats devraient rendre encore plus difficile le dialogue social dans l'entreprise publique, en particulier sur le droit de grève. Conséquence de la forte mobilisation lors du conflit sur la réforme des retraites au printemps 2003 ou message d'avertissement adressé à la direction et au gouvernement à la veille d'échéances importantes sur l'avenir de l'entreprise publique ? Les élections professionnelles pour les représentants des comités d'établissement régionaux et les délégués du personnel à la SNCF, qui ont eu lieu jeudi 25 mars, ont suscité un intérêt massif chez les cheminots. La participation a atteint un taux record de près de 80 % d'autant plus élevé que les effectifs ont été considérablement rajeunis ces dernières années avec les embauches liées aux 35 heures. Les résultats de ce scrutin modifient le paysage syndical interne en plaçant en tête les deux organisations les plus en pointe dans l'action et les plus critiques à l'égard de la direction.

Sans atteindre la majorité absolue, la CGT confirme sa position hégémonique. L'organisation qui, sous la direction de Didier Le Reste, est considérée comme plus dure que du temps de Bernard Thibault, obtient 43,96 % (+ 5,01 %) sur ses listes des comités d'établissement et 47,14 % (+ 5,2 %) pour les délégués du personnel. Pour autant, elle ne retrouve pas le taux de 48 % enregistré en 1998.

Avec respectivement 15,52 % dans les comités d'établissements et 14,79 % chez les délégués du personnel, SUD-Rail poursuit sa progression continue depuis son implantation en 1996 et devient le deuxième syndicat de l'entreprise. Pas de triomphalisme, même si Christian Mahieux, secrétaire fédéral de SUD-Rail reconnaît que désormais " l'on ne se trompera plus sur le rang de l'organisation syndicale au sein de la SNCF puisqu'elle est désormais deuxième derrière la CGT aussi bien chez les délégués du personnel que dans les comités d'établissement". La progression de SUD-Rail s'est effectuée dans tous les collèges y compris chez les conducteurs. Dans cette catégorie stratégique, la CFDT ne serait même pratiquement plus représentée.

Ne figurent quasiment plus que la CGT (36,28 %), SUD-Rail (22,40 %) et la Fgaac (31,80 %).

En revanche, SUD-Rail ne parvient pas à séduire les cadres, " y compris au niveau des transferts de voix provenant de l'ex CFDT. Si à la CGT, tous les collèges ont profité des voix, chez Sud, il n'y a que l'exécution et la maîtrise qui bénéficie des reports", analyse Christian Mahieux qui estime qu'environ

environ 1 500 à 2 000 cédétistes les ont rejoints. SUD-Rail est talonné par l'UNSA (13,61 %) lui aussi en augmentation de presque 2 %.

Ces trois organisations bénéficient à des degrés divers de l'effondrement de la CFDT qui, de 18,5 % en 2002, passe à 9,01 % dans les comités d'établissement et 7,47 % chez les délégués du personnel.

Cinq mois après l'éclatement de ses structures, de la quasi disparition de son appareil militant et du départ d'environ 3 000 à 4 000 adhérents en désaccord avec la ligne confédérale de François Chérèque sur les retraites, l'Union fédérale des cheminots CFDT a tenté de limiter les dégâts. Lors d'une assemblée générale houleuse le 6 novembre 2003, 50,16 % des militants avaient opté pour un départ de la CFDT. Avec Denis Andlauer, l'ancien secrétaire général, une bonne partie d'entre eux a rejoint la CGT, mais SUD-Rail a attiré les adhérents les plus radicaux.

En moins de cinq mois, malgré le soutien notamment financier de la confédération, la nouvelle équipe dirigée par Patrice Gandrieau n'a pas réussi à endiguer cette crise. Si elle a pu présenter des candidats aux comités d'établissements dans les 22 régions, elle n'a pu, en revanche être présente sur la moitié des 250 listes de délégués du personnel.

Mécaniquement, cette absence explique la chute de ses résultats.

"Les reports de voix de la CFDT ont en fin de compte plus profité à SUD-Rail et à l'UNSA et plus faiblement à la CGT malgré ce qu'elle espérait, relève M. Gandrieau qui ne nie pas un effondrement avec la perte de 50 % à 60 % de ses voix. Plus inquiétant affirme-t-il, le résultat traduit "une radicalisation par rapport à la démarche de dialogue social dans l'entreprise."

Face à la CGT et à SUD-Rail, l'UNSA revendique la représentation d'un pôle réformiste qui, de surcroît a pu bénéficier du report d'anciens cédétistes notamment dans la maîtrise et chez les cadres, collègue où le syndicat autonome est de loin la première organisation. Tous collèges confondus, l'UNSA qui obtient 14,02 % (+ 1,77 %) chez les délégués du personnel et 13,61 % (+ 2,04 %) dans les comités d'établissement. En nombre de sièges, l'UNSA occupe même la seconde position. Pour Eric Lapluie, secrétaire fédéral, cette progression dans tous les secteurs de l'entreprise confirme "la présence dans tous les secteurs de l'entreprise d'un pôle réformiste qui correspond à l'attente d'une partie des cheminots". L'UNSA a récemment la seule organisation à signer l'accord sur le dialogue social proposé par la direction. Les discussions sur le service minimum vont être d'autant plus difficiles que la nouvelle loi sur la représentativité permet aux syndicats majoritaires de s'opposer à un accord. La loi risque bien d'être la seule voie possible pour le gouvernement s'il veut modifier le régime en vigueur.

François Bostnavaron et Michel Delberghe